



**Vendredi
15 octobre 2021**

Pour nous suivre :

Site internet :

<https://www.lutte-ouvriere.org/champagne>

Facebook :

[Lutte ouvrière
Chaumont](#)

Contact :

courrier postal :

Sylvain Demay,
conseiller municipal
Lutte ouvrière

20 rue Jules Trefousse
52 000 CHAUMONT

tel : 06 64 65 27 44

mail :

[sylvaindemay@
yahoo.fr](mailto:sylvaindemay@yahoo.fr)

Facebook :

[Sylvain.Demay.LO](#)

*Cette lettre
d'information est
confectionnée et
imprimée par des
moyens militants.*

*N'hésitez pas à la
soutenir financièrement.*

Hausse des prix : non à l'amputation des salaires et des pensions !

L'augmentation brutale des prix des carburants, du gaz et de l'électricité plonge de nombreux travailleurs dans l'angoisse.

Cette flambée des prix survient alors que les salaires sont bloqués depuis des années et que nous sommes confrontés à une offensive générale du patronat pour les baisser.

Cette situation ne peut plus durer ! Il faut une augmentation générale des salaires de base !

Il faut remonter le Smic qui condamne plusieurs millions de salariés à la pauvreté, à commencer par ceux forcés de travailler à temps partiel. Et il faut le paiement intégral du salaire, même en cas de chômage partiel, car le loyer et les factures ne peuvent pas être payés un jour sur deux !

Même le gouvernement reconnaît que, dans le secteur de l'hôtellerie-restauration, « *les salaires trop bas expliquent le problème de recrutement* ». Le même problème se pose dans bien d'autres secteurs, de la santé, du nettoyage, de l'aide à domicile ou du commerce. Et il se posera tant que les salaires et les conditions de travail proposés ne permettront pas aux salariés de vivre décemment.

En fait, nous sommes menacés d'une augmentation des prix qui va bien au-delà des prix de l'énergie. Le coût du transport par conteneur a été multiplié par sept ou huit. Les céréales ont augmenté de 30 % en un an, le blé de 40 %. La pénurie de certains matériaux, comme l'acier, le cuivre, le bois ou le papier, fait aussi grimper les prix.

Tout converge pour que ces hausses se répercutent sur tous les produits, y compris sur les denrées alimentaires. Alors il faut que les salaires augmentent au rythme des prix.

Aujourd'hui, campagne électorale oblige, tous les politiciens font mine de se préoccuper des salaires.

Revendiquer de vraies augmentations de salaire, ce n'est pas demander l'aumône, c'est réclamer notre dû. Les travailleurs

produisent toutes les richesses, y compris les profits qui sont en nette hausse.

Eh bien ces profits devraient servir d'abord aux salaires, aux emplois et aux conditions de travail.

Ce ne sont pas des discussions de salon entre ministres et patronat, et encore moins des promesses de campagne électorale qui feront décoller les salaires, mais des luttes déterminées. Les augmentations de salaire conséquentes ont toujours été arrachées au patronat par des grèves massives et contagieuses.

Ce fut le cas lors de la grève générale de 1936, et celle de mai 1968 qui a conduit jusqu'à 30 % d'augmentation du salaire minimum. C'est parce que les travailleurs ont su se faire craindre du patronat qu'il a fini par délier les cordons de la bourse.

Il n'y a jamais eu de sauveur suprême pour les travailleurs, et pas même pour obtenir des augmentations de salaire. Cela fait partie des combats qui sont devant nous !

Nathalie Arthaud





Dimanche 24 octobre : Nathalie Arthaud à la Fête régionale de Lutte ouvrière à Reims

En 2020, nous n'avons pas pu organiser notre fête régionale du fait des contraintes sanitaires et des fermetures de salles.

Cette fête s'organise autour d'un banquet fraternel : une tradition du mouvement ouvrier qui permet d'allier la réflexion politique à la joie de se retrouver ensemble autour d'un bon repas.

Au menu : le repas, bien-sûr, avec un couscous maison, mais aussi des exposés scientifiques, une exposition commentée sur la Commune de Paris, une librairie et une bouquinerie, un espace BD, un espace enfants pour que chacun profite de la fête, des badges en fabrication à la demande... et des discussions partout pour refaire le monde !

Nathalie Arthaud prendra la parole après l'apéritif, et animera un débat dans l'après-midi.

Réservez votre dimanche : un départ collectif est organisé depuis Chaumont.

La participation aux frais est de 15€ pour l'entrée et 5€ pour le trajet.

Déclaration de Sylvain Demay (Lutte ouvrière) au conseil municipal du 8 octobre :

Je voudrais intervenir à propos de la situation des travailleurs des services publics.

La loi Dussopt sur les 1607 heures est une attaque contre l'ensemble des travailleurs territoriaux. Elle prévoit un incroyable retour en arrière : disparition des jours de congés d'ancienneté, de départ en retraite, jours du maire, etc... (...)

Depuis un an, les conditions de travail des agents municipaux empirent : de nouvelles tâches apparaissent sans plus d'agents. Les contrats précaires sont toujours aussi nombreux et les salaires stagnent. (...)

Pour financer à coups de milliards les grands groupes capitalistes qui pratiquent l'évasion fiscale comme le montre encore le scandale des 11 300 milliards des Pandora Papers, on pille les finances publiques, on restreint les budgets de la santé, de l'enseignement, des transports, des communes. On rogne sur les moyens nécessaires pour les services à la population.

Les conséquences sont dramatiques, aussi bien pour les agents municipaux et territoriaux que pour les usagers qui bénéficient de ces services.

Et de ce point de vue, le spectacle auquel on assiste entre vous, Mme Guillemey et le président de l'agglomération, Mr Martinelli depuis quelques mois ne trompe personne, ni les agents municipaux de Chaumont qui

voient leurs conditions de travail s'aggraver, ni les usagers dont les services se dégradent mécaniquement.

Vous êtes l'une comme l'autre d'accord avec cette politique qui consiste à faire payer aux travailleurs et aux classes populaires en général les conséquences de cette situation. Le reste n'est que de la posture dans une bagarre politicienne.

Heureusement, les agents municipaux se sont mobilisés massivement le 2 septembre dernier et ils ont montré qu'ils n'étaient pas dupes. (...)

Les travailleurs du transport de Kéolis ont fait grève les 4, 5 et encore 8 octobre contre les conditions de travail dégradées et les pressions qu'ils subissent au quotidien. Leur situation rejoint celle de beaucoup de travailleurs des compagnies de transport, qu'elles soient publiques ou privées, qui n'en peuvent plus de la dégradation de leurs conditions d'existence et qui mènent en ce moment des grèves.

Cette situation découle de la mise en délégation de service public qui n'est rien d'autre qu'une dégradation des services puisqu'elle inclut le profit que toucheront les sociétés qui se présentent pour ces contrats. (...)

Ces délégations de service public, sont de plus en plus nombreuses. En plus des transports publics c'est le cas pour l'eau, pour les déchets ménagers. Récemment c'est l'ensemble des contrats d'assainissement et d'eau

potable pour plusieurs communes de l'agglomération qui a été approuvé. Et bien-sûr, tout le monde a en tête Pa-lestra. Toutes ces délégations de service public correspondent à une politique de privatisation des services, sous prétexte de coût moins élevé pour la collectivité, ce qui est parfaitement faux.

Je tiens à exprimer mon entier soutien aux revendications des travailleurs de tous ces services qui travaillent pour la collectivité, qu'ils soient publics ou privés, et à leur combat légitime.

J'étais en grève et en manifestation mardi 5 octobre, pour affirmer la nécessité que le monde du travail relève la tête. Les travailleurs et leurs organisations doivent préparer une riposte générale aux attaques qu'ils subissent de la part du grand patronat et du gouvernement. Il est à souhaiter que cette journée en annonce bien d'autres.

Venez discuter
avec Lutte ouvrière :
Samedi 16 octobre
à partir de 10h30
au marché